

"Que l'Europe se lève !" dans Le Phare Dimanche (27 septembre 1946)

Légende: Le 27 septembre 1946, commentant le discours pro-européen de Winston Churchill à l'Université de Zurich, le périodique bruxellois Le Phare Dimanche s'interroge sur le concept de fédération européenne.

Source: Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. dir. de publ. FONTAINE, Pierre. 27.09.1946, n° 38. Bruxelles: Le Phare.

Copyright: (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"que_l_europe_se leve_"_dans_le_phare_dimanche_27_septembre_1946-fr-20682e97-0622-454a-8709-4f30b0d38620.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

"Que l'Europe se lève!"

Il fera certainement date le discours prononcé par Winston Churchill à Zurich. Il met en lumière l'évolution de la pensée d'un des plus grands hommes politiques de notre temps, aux vues véritablement prophétiques.

M. Churchill a déclaré : « Nous devons construire une sorte d'Etats-Unis d'Europe... Le premier pas vers la réhabilitation de la famille européenne doit être une entente entre la France et l'Allemagne... Il ne peut exister de renouveau européen sans une grande France spirituelle et sans une grande Allemagne spirituelle... ».

De tels propos n'ont pas manqué de soulever bien des remous.

Moscou, sans perdre de temps, a attaqué. La radio soviétique a déclaré : « On ne parle des Etats-Unis d'Europe que pour couper en deux le camp de la démocratie et empêcher la fusion éminemment nécessaire des forces capables de résister aux fauteurs de guerre qui se trouvent dans le camp de la réaction internationale. »

A Paris et à Bruxelles, certains journaux essayent de faire croire que l'opinion française serait consternée du discours de Churchill. Pourquoi le serait-elle ? Churchill est le plus grand ami que la France possède à Londres. Longtemps, il y fut le seul. Pendant les vingt années de paix qui se sont écoulées entre les deux guerres, il a été le seul homme d'Etat britannique à soutenir toujours, envers et contre tous, la politique française vis-à-vis de l'Allemagne.

De mauvais bergers essayent de faire un rapprochement déplaisant entre la collaboration préconisée par Churchill et la politique de collaboration vichyssoise. Vichy voulait collaborer avec l'occupant, en temps de guerre. Autre chose est une « collaboration » (il faudrait deux mots distincts pour désigner deux situations tellement différentes !) de la France victorieuse avec l'Allemagne vaincue, démocratisée d'ici quelques années et d'ailleurs toujours tenue en laisse pour éviter tout retour offensif de son esprit belliqueux. Car Churchill n'a pas préconisé, et est trop réaliste et trop prudent pour le faire, de rendre à l'Allemagne sa totale liberté d'action.

Loin de critiquer l'homme d'Etat britannique, tout esprit réaliste le louera, au contraire, d'avoir abandonné la vieille conception anglaise au sujet de l'Europe : le vieux « divide ut impere », cher aux politiques de la « perfide » Albion.

Car, du point de vue britannique « égoïste » une Fédération européenne n'est certainement pas un bien. L'Angleterre risque d'y perdre sa suprématie et les facilités de sa politique de « contrepoids ». Avec réalisme Churchill, et il y a lieu de le croire la majorité des Britanniques avec lui, entendent se soumettre aux leçons des deux guerres du vingtième siècle. Pour la paix et la sécurité de l'Ile, pour l'équilibre économique, ils savent que l'Europe doit se faire; qu'il n'y a pas de salut pour les petits Etats anachroniques dont l'existence empêche le vieux continent de reprendre son essor.

L'existence de ces vingt ou trente petits Etats — car petits ils le sont tous, même la France avec un demi-million de kilomètres carrés, alors que les U. S. A. en ont 10 millions et l'U.R.S.S. 21 millions — avec leurs douanes, avec leurs monnaies, avec leurs législations particulières, est en grande partie cause de la décadence économique dont souffre l'Europe depuis un demi-siècle.

Les chiffres sont éloquentes :

En 1913, l'Europe (sans la Russie) totalisait 39 p. c. de la production mondiale et l'Amérique du Nord 26 p. c.;

En 1929, toutes deux étaient à égalité (30 p. c.).

Il est fort à craindre, qu'à la suite de la guerre, les proportions de 1913 ne soient renversées : 39 p. c. pour

l'Amérique (150 millions d'habitants) et 26 p. c. pour l'Europe (360 millions d'habitants).

L'Europe se ruine. Pour arrêter cette évolution, il n'y a qu'une solution : créer un vaste marché comparable aux marchés américain et russe, favoriser la concentration et la modernisation de l'industrie européenne.

Comment réaliser, demandera-t-on, cette Fédération si souhaitable politiquement et économiquement ?

Sans jouer au prophète, on peut fort bien imaginer qu'une Fédération d'abord purement économique se formera à l'exemple de l'Union hollando-belge qui est en train de se créer.

Entre la France et l'Espagne (Franco n'étant pas éternel et son régime non plus) auxquelles se joindraient l'Italie républicaine, la Suisse et l'Union hollando-belge, une union économique est aisément réalisable. Ces Etats comptent 125 millions d'habitants et près de 2 millions de kilomètres carrés. La Scandinavie pourrait s'y joindre ainsi que l'Allemagne — mais celle-ci avec un statut spécial de puissance mineure. Qu'elle se fasse par le nord (à la suite d'une résurrection et d'une extension des accords d'Ouchy entre Belgique, Hollande, Suisse et Scandinavie) ou par le sud (par une entente des pays latins) ou, plus vraisemblablement, par le nord et le sud à la fois, la Fédération européenne, d'abord sous la forme d'une union douanière (d'un Zollverein), peut se réaliser en quelques années, sans inconvénients pour les industries et l'agriculture des divers Etats qui la composent. Elle se créerait à coup sûr beaucoup plus aisément si un vaste mouvement d'opinion la préparait dans tous les Etats intéressés.

Nul doute que la partie éclairée de l'opinion ne soit acquise à cette idée grandiose qui hante les meilleurs esprits européens depuis plus d'un siècle et singulièrement depuis vingt-cinq ans.

« La partie éclairée », disons-nous. On déplore qu'il faille en retrancher M. Jacques-Henri Pirenne, directeur de l'« Occident », qui a eu pour la proposition churchillienne des paroles aussi injustes que malheureuses.

« Il faut détruire l'Allemagne », dit M. Pirenne, paraphrasant le fameux « delenda carthago ». Formule purement littéraire que la période des hostilités seule pouvait excuser.

Quoi qu'en pense le jeune directeur de l'« Occident », ce n'est pas dans ce pays, si profondément réaliste et qui est en train de donner avec la Hollande un si bel exemple de bon sens et de clairvoyance, que l'idée de la Fédération européenne, idée de paix et de progrès, rencontrera beaucoup d'adversaires.

Louis Janssen.